

L'extrême droite ukrainienne

I - Les origines de l'extrême droite ukrainienne

L'extrême droite ukrainienne prend ses racines dans le mouvement indépendantiste et ultranationaliste dirigé par Stépan Bandera. Bien avant la guerre, celui-ci était déjà en collaboration étroite avec le parti nazi d'Adolf Hitler. En 1941, Bandera et ses hommes permettent à l'armée allemande d'envahir triomphalement l'Ukraine en libératrice. L'ukrainien croit alors pouvoir proclamer l'indépendance de son pays, et l'article trois de la constitution qu'il tente de promulguer affirme l'alliance du nouvel État avec l'Allemagne nazie, et sa fidélité à Hitler. C'est ce Bandera qui est aujourd'hui la référence politique des groupes d'extrême droite ukrainiens, qui organisent des manifestations de type Nuremberg, avec défilés nocturnes aux flambeaux, en son honneur.



Stepan Bandera, en uniforme de *Reichsführer*.



Portrait d'Hitler placardé dans Kiev, au siège du parti 'Liberté' par les partisans de Bandera, avec la mention : « Hitler libérateur ». On distingue sur le côté, en rouge, un *wolfsangel*. La banderole blanche affiche le nom de Bandera. On comprend mieux, avec ceci, ce qu'ils appellent 'liberté'.



Manifestation du parti néonazi « Svoboda » en l'honneur de Bandera ; sur la banderole : « Gloire à l'Ukraine, gloire aux héros ». il s'agit d'une version locale du "Heil Hitler - Sieg Heil!" (Слава Гитлеру - слава Победе!), slogan apparu au congrès de l'OUN en 1941. Ce slogan est utilisé systématiquement aujourd'hui dans les activités du parti et dans l'armée.

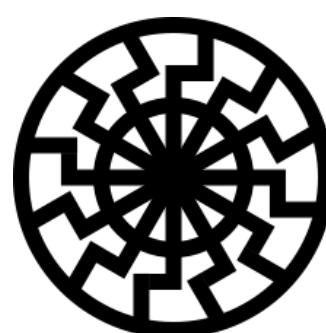
Personne n'ignore cependant que, durant les quelques mois où il a collaboré librement avec les nazis, lui et ses hommes se sont livrés à des atrocités contre les communautés juives du pays. Malheureusement pour lui, le chef indépendantiste est arrêté, et déporté dans un camp de concentration. Ses troupes forment alors L'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne (UPA) qui va se réfugier dans les forêts et combattre à la fois l'armée allemande et l'armée soviétique.

Cependant, bien qu'ils luttèrent contre l'armée allemande, leur idéologie, dont les néonazis d'aujourd'hui ont hérité sans rien y changer, était de type nazi, elle fut mise au point par Himmler, et est connue sous le nom de *Werwolf*, c'est-à-dire *loup-garou*. Il s'agit d'une doctrine à l'usage des jeunes hitlériennes qui combattirent en Europe l'avancée des troupes soviétiques d'abord, et américaines ensuite. Leur symbole était le *wolfsangel*, c'est-à-dire *crochet de loup*, le même que celui de la division SS *das Reich*, tristement connue en France pour s'être rendue responsable du massacre d'Oradour-sur-Glane. C'est une très légère variante de ce symbole qui orne aujourd'hui les écussons du bataillon Azov qui fait la guerre dans le Donbass ; c'était également le symbole du parti social-nationaliste, avant qu'il prenne le nom plus discret de *Svoboda*, c'est-à-dire *liberté*. À l'arrière-plan de l'écusson du bataillon, on distingue également, en blanc, la reproduction du « soleil noir », autre symbole nazi, emblème personnel de Himmler.

Écusson de la division *das Reich* :

Écusson du bataillon *Azov* :

Soleil noir d'Himmler :



Dans l'idéologie du *Werwolf*, ce symbole à une signification complexe : la partie inférieure symbolise la défense, le camp que l'on défend ; la partie supérieure, avec ses trois pointes, signifie l'attaque ; mais en fait, le symbole étant réversible, il signifie que l'attaque et la

défense se confondent, qu'on n'utilise pas d'autre système de défense que l'attaque permanente. Sur le plan de la propagande, il signifie que les *Werwolf* assurent en permanence ne faire rien d'autre que se défendre ou défendre leur peuple, race, territoire, alors que leur objectif est uniquement l'attaque et la destruction de l'autre. C'est exactement cette stratégie qu'ils suivent aujourd'hui en Ukraine, en prétendant se défendre contre les Russes, alors qu'en réalité ils sont dans l'agression pure et simple contre les russophones. C'est le même discours que celui du norvégien Anders Breivik, qui prétendait « défendre sa culture ».

Jusqu'en 1991, les mouvements néonazis étaient strictement interdits en Ukraine, et ils végétaient souterrainement. Mais à partir de l'indépendance, ils resurgissent en public.

II - Svoboda, ex-Parti Social-Nationaliste d'Ukraine

Le parti qui s'appelle aujourd'hui « Liberté » (Svoboda) est un parti ukrainien nationaliste et néonazi, fondé en 1991 sous le nom de Parti Social-Nationaliste d'Ukraine (Соціал-національна партія України - СНПУ). Le changement de nom s'est fait en 2004 avec l'arrivée d'Oleh Tyahnybok à la tête du parti. Ce dernier, dans une volonté de dédramatiser, a également changé le symbole du parti, abandonnant ainsi le *Wolfsangel*. Malgré cela, des membres du parti continuent d'arborer ce symbole lors de manifestations et continuent de faire fureur avec des remarques russophobes, polonophobes, racistes et antisémites. Depuis qu'il joue un rôle important dans la vie politique ukrainienne et fait partie de la coalition responsable de la destitution du président Viktor Ianoukovytch, le parti supprime des passages antisémites de son programme et s'applique à éviter des déclarations trop extrêmes afin d'améliorer son image auprès d'un plus large public.

Pour autant, le parti continue de se revendiquer de l'organisation ukrainienne nationaliste, dont la branche armée, l'armée insurrectionnelle ukrainienne, collabora activement avec les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale et massacra les Juifs de Galicie. L'organisation a souvent été pointée du doigt pour la glorification du passé collaborationniste d'une partie du peuple ukrainien avec l'Allemagne nazie et pour avoir organisé la commémoration en 2013 du 70e anniversaire de la création de la division SS Halychyna, qui a combattu dans les rangs des Allemands lors de la bataille de Brody en 1944.

Le 12 mai 2011, le conseil de l'Oblast de Louhansk a demandé au président ukrainien, Viktor Ianoukovytch, de bannir ce parti, en tant qu'organisation extrémiste, et notamment en raison de l'organisation d'émeutes le 9 mai à Lviv lors de la commémoration du 66e anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie, montrant, enregistrement à l'appui les agissements de ses membres.

Alors que le parti n'avait recueilli que 1,43 % des voix aux élections présidentielles de 2010, il obtient plus de 10 % des suffrages lors des élections législatives de 2012, remportant 37 sièges. En automne 2011, le parti avait organisé un défilé contre l'arrivée massive de juifs hassidiques, qui effectuent chaque année en Ukraine un pèlerinage sur la tombe d'un célèbre rabbin; et par la suite il s'est opposé à l'organisation d'une Gay Pride à Kiev. L'ambassadeur d'Israël en Ukraine, Reuven Din El, s'est notamment inquiété des propos antisémites tenus par Oleh Tyahnybok.

Le 14 décembre 2013, lors de sa visite de soutien aux manifestants de la place de l'Indépendance, John McCain, sénateur américain du parti Républicain, rencontre le chef de ce parti Oleh Tyahnybok en même temps que d'autres opposants au gouvernement ukrainien comme Vitali Klitschko et Arseni Iatseniouk.



Le parti participe à l'Euromaïdan, mouvement qui aboutit à la destitution de Viktor Yanoukovitch. Durant ces évènements, le journal Haaretz rapporte que Secteur droit et Svoboda auraient distribué des traductions récentes de Mein Kampf et du Protocole des Sages de Sion sur la place Maïdan et fait état de sa préoccupation quant à la présence importante de membres de ces deux mouvements ultra-nationalistes parmi les manifestants.

Le gouvernement Iatseniouk (gouvernement provisoire) nommé le 26 février 2014 est composé de plusieurs personnalités du parti à l'image d'Oleksandr Sych, Vice-Premier ministre, d'Andriy Mokhnyk, ministre de l'Écologie et des Ressources naturelles, d'Ihor Shvayka, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, d'Andriy Paroubiy, directeur du conseil national de sécurité et d'Oleh Makhnitsky, Procureur général. Ihor Tenyukh en faisait également partie en tant que ministre de la Défense avant d'être remplacé par Mykhailo Koval.

Néanmoins, à l'élection présidentielle ukrainienne de 2014, Oleh Tyahnybok, candidat investi par le parti, n'obtient que 1,16 % des suffrages, score encore plus faible qu'en 2010. Lors des Élections législatives suivantes de 2014, le parti n'atteint pas le seuil de 5 % (4,7 %) mais obtient néanmoins l'élection de six députés dans les circonscriptions.

Membres les plus importants

Oleh Tyahnybok

(né le 7 novembre 1968 à Lviv) est le leader du parti nationaliste « Liberté », d'inspiration nazie. Il est également considéré comme néo-nazi par le centre Simon-Wiesenthal. Ce même centre le classe parmi les dix pires antisémites de la planète, pour avoir appelé à purger l'Ukraine de 400 000 juifs.



Oleh Tyahnybok, faisant le salut nazi dans un meeting ; c'est de lui que Mc Cain a dit qu'il est « un défenseur des valeurs européennes ».

Oleksandr Maksymovytch Sytch

est membre du parti Svoboda. Le 27 février 2014, il devient vice-Premier ministre du gouvernement Iatseniouk.



Ihor İosypovytch Tenioukh

est un amiral ukrainien, membre du parti Svoboda. Il était le chef d'état-major de la marine ukrainienne de 2006 à 2010 avant d'être démis par Viktor Yanoukovytch. Il est nommé ministre de la Défense du gouvernement Yatseniouk, poste dont il démissionne le 25 mars 2014 après la crise de Crimée.

III - Le secteur droit

Le **Secteur droit** (en ukrainien: Пра́вий сэ́ктор, Pravyi sektor) est un parti politique nationaliste ukrainien, essentiellement anti-Russe. Il est fondé en novembre 2013, durant les événements relatifs à Euromaïdan, en tant que confédération paramilitaire, puis se structure en parti politique en mars 2014. Il est dirigé par Dmytro Iaroch. Les idées défendues par Secteur Droit se rapportent à l'indépendance de la nation ukrainienne vis-à-vis de la Russie, à la lutte contre les personnes en lien avec l'ancien pouvoir du président Viktor Ianoukovytch, mais pas à une ligne économique. Ce parti est né du regroupement de mouvements d'extrême droite ukrainiens : Tryzub, Assemblée nationale ukrainienne - Autodéfense ukrainienne, Patriotes d'Ukraine, Assemblée sociale-nationale et le Marteau Blanc.

Lors des élections législatives ukrainiennes de 2014, Secteur droit n'atteint pas le seuil de 5 % pour le scrutin de liste mais obtient toutefois deux sièges de députés à la Rada dans les circonscriptions individuelles.

Le milliardaire Ihor Kolomoïsky est proche de ce mouvement.

Dmytro Iaroch



ou Dmytro Yarosh est le leader du mouvement Secteur droit (Pravy Sektor). Il est élu député le 26 octobre 2014. Il fait l'objet d'un mandat d'arrêt international auprès d'Interpol depuis le 25 juillet 2014.

Il rejoint en 1994 le Tryzub, mouvement extrémiste inspiré de l'idéologie nationaliste de Stepan Bandera. Il le dirige jusqu'en 2005.

En novembre 2013, il fonde Secteur droit (Pravy Sektor) qui est un groupe paramilitaire fédérant plusieurs groupuscules d'extrême droite qui affronte en première ligne, cagoulés, cocktail molotov en main, les forces de l'ordre lors de l'Euromaïdan. En mars 2014, Secteur droit (Pravy Sektor) devient un parti politique.

En mars 2014, la Russie lance des poursuites contre lui pour avoir appelé publiquement au terrorisme et à l'extrémisme : en effet, il appelle dans ses discours les forces anti-russes à se livrer à des actes extrémistes et à répandre la terreur sur le territoire russe.

Il est candidat à l'élection présidentielle de mai 2014. Lors du scrutin, qui voit la victoire de Petro Porochenko, il se classe onzième avec 0,70 % des voix. Selon les déclarations de Iaroch, le parti nationaliste et néo-nazi d'extrême-droite ukrainien Svoboda est à son avis « trop libéral ».

Le programme géopolitique de Iaroch exposé en mars 2014 pour les présidentielles tenait en cinq points principaux :

- Faire exploser les gazoducs pour obliger les Russes à les défendre
- Faire une couverture ultra médiatique sur les événements pour faire passer la Russie comme l'ennemi principal
- Obliger à couper les gazoducs à destination de l'Europe, obliger l'Europe à résilier ses contrats avec la Russie
- Substituer un contrat avec les États-Unis permettant de trouver un débouché pour son gaz de schiste, le vendre plus cher puisque l'Europe est le demandeur, y trouver un argument de plus à la nécessité du traité transatlantique
- Isoler la Russie et obliger les États à choisir leur camp : soit États-Unis/UE, soit Russie/Chine, aussi bien en matière économique, énergétique que militaire

Le bataillon Azov

Le **bataillon Azov** (en ukrainien : Батальйон « Азов ») connu aussi sous le nom des « **hommes en noir** » est une unité paramilitaire spéciale formée de volontaires ukrainiens issus de l'extrême droite ukrainienne, sous le commandement du ministère de l'intérieur d'Ukraine. Ce bataillon a été formé à Marioupol pour garder les bâtiments administratifs. Il est composé d'environ 500 volontaires, venus surtout de l'Ouest de l'Ukraine, mais aussi pour certains du centre de l'Ukraine.

Andreï Byletsky, dirigeant d'un groupe ukrainien néonazi appelé l'Assemblée sociale-nationale et commandant du bataillon Azov déclara que : « La mission historique de notre nation dans ce moment critique est d'amener les races blanches du monde dans une croisade finale pour leur survie (...) Une croisade contre les Sionistes ».

Des volontaires sont venus combattre du côté pro-européen. Parmi eux : Mikael Skillt, ancien militaire de l'armée suédoise et membre du parti néonazi suédois Svenskarnas parti (« parti des Suédois »), qui a rejoint le Bataillon Azov en tant que commandant d'une petite unité de reconnaissance et tireur d'élite. Lors d'une interview avec le journal suédois Svenska Dagbladet, Mikael Skillt a déclaré que « son but est une Ukraine blanche » et « je suis nationaliste et je veux être avec des européens blancs en Europe » sachant que pour lui, les minorités juives, russes et arméniennes ne sont ni blanches, ni européennes et voudrait dans ce but interdire les relations sexuelles interraciales.

Le 6 août 2014, Amnesty International publie un rapport dénonçant qu'Oleg Liachko, accompagné de groupes paramilitaires, dont le bataillon Azov, enlève des personnes, les humilie et les maltraite et cela en toute impunité.

Un rapport de l'ONU rapporte des actes de violations des droits de l'homme, dont des détentions arbitraires et des actes de torture, commises par les forces armées ukrainiennes et par des forces paramilitaires attachées auprès du ministère de l'Intérieur comme le bataillon Azov.

Un autre rapport d'Amnesty International dénonce que les paramilitaires pro-européens, dont ceux du bataillon Azov, commettent des actes de crimes de guerres en exécutant des otages et des prisonniers pro-russes en les décapitant.

Le 14 octobre 2014, les bataillons Azov et Aidar, accompagnés par 4000 personnes qui célébraient le 72ème anniversaire de la création de l'UPA ont tenté de prendre le Parlement ukrainien.

Oleh Liachko



En ukrainien : Олér Валéрийович Ляшкó, son prénom est souvent transcrit Oleg en français, est un parlementaire ukrainien, candidat aux élections présidentielles anticipées de 2014 en Ukraine, où il reçut 8,32 % des suffrages exprimés.

Il dirige le Parti radical.

Le 6 août, Amnesty International publie un rapport dénonçant le fait qu'Oleg Liachko filme et diffuse sur son site internet (<http://www.liashko.ua/>) des vidéos qui font froid dans le dos dans lesquelles on le voit, accompagné de groupes paramilitaires, comme le bataillon Azov, pénétrer dans des lieux publics ou privés pour y enlever des personnes, les humilier et les contraindre par la force à exécuter ses ordres : dans l'une d'elles, il oblige le maire de Slaviansk à écrire une lettre de démission « volontaire ». Oleg Liachko est censé être un législateur. Il a toutefois décidé de faire régner sa propre loi. La formule « Gloire à l'Ukraine, mort aux occupants » lui sert de cri de ralliement. Il n'a pas le droit de procéder à des arrestations. Pourtant, il se livre à des enlèvements et n'hésite pas à maltraiter ses victimes, aussi bien verbalement que physiquement, devant sa propre caméra.

Vadim Troyan



Néo-nazi notoire, ex-dirigeant du bataillon Azov, il a été nommé responsable de la police de Kiev par le ministre de l'intérieur Arsen Avakov.

IV - À quoi faut-il s'attendre ?

A l'heure actuelle, l'ensemble de ces partis et groupes tentent de dissimuler, autant que faire se peut, leur idéologie nazie. Ils comprennent qu'ils font trop honte au gouvernement qui les soutient, et qui a besoin de cultiver son image de victime en Europe. En particulier, ils font semblant d'avoir abandonné leurs théories racistes et antisémites. Ils sont allés - comble d'hypocrisie - jusqu'à organiser une manifestation de soutien à Israël dans son combat contre le Hamas, comme s'ils étaient solidaires de tous les pays en proie au terrorisme. Cela leur vaut désormais le soutien financier de l'oligarque milliardaire ukrainien, israélien, et chypriote, Igor Kolomoïski ; celui-ci, dans sa folie russophobe, doit s'imaginer que, parce qu'il leur donne de l'argent, il les achète, et que ceux-ci abandonnent du coup leur antisémitisme viscéral. C'est une faute capitale, et le malheureux ne se rend pas compte qu'il est en train d'armer ceux qui vont l'assassiner. Le semblant de respectabilité que recherchent aujourd'hui ces groupes n'est rien d'autre qu'une hypocrisie passagère, et lorsqu'ils seront devenus suffisamment forts pour faire ce qu'ils veulent, ils montreront de nouveau leur vrai visage.

Aujourd'hui, tout porte à penser que la probabilité pour qu'ils prennent le pouvoir dans quelques mois est extrêmement forte.

1. Premièrement, parce que c'est évidemment leur objectif, et qu'ils ont déjà tenté de le faire au mois d'octobre. La seule sanction qu'ils aient subi a été de recevoir la direction de la police de Kiev.
2. Deuxièmement, parce qu'ils en prennent tous les moyens : leurs bataillons grossissent régulièrement ; le gouvernement leur offre des armes modernes : mortiers, chars d'assaut... Ils occupent des postes-clés au gouvernement, dans l'armée, dans la police.
3. Troisièmement, parce que l'idéologie néonazie se banalise actuellement en Ukraine ; on a récemment entendu le premier ministre Arseni Iatseniouk affirmer en direct à la télévision allemande que la défaite des nazis face aux soviétiques était une catastrophe historique qui ne devait pas se reproduire, sans qu'aucune personnalité politique ne prenne la peine de réagir en conséquence.
4. Quatrièmement, parce qu'ils jouissent de plus en plus d'une impunité totale : ils peuvent commettre les crimes qu'ils veulent, bombarder des populations civiles, l'État leur donne toujours raison.
5. Cinquièmement, parce que ce gouvernement va à la faillite, et que la situation économique du pays ressemble de plus en plus au chaos qu'a connu l'Allemagne au début des années 30.
6. Sixièmement, parce qu'il n'y a plus aucune force dans le pays qui pourrait sérieusement s'opposer à eux.
7. Septièmement, parce que l'issue de la guerre dans le Donbass leur sera favorable quoi qu'il arrive : s'ils gagnent, ils se couvrent de gloire, et la route du pouvoir leur sera ouverte ; s'ils perdent, ce sera la faute du gouvernement, et une bonne raison pour le renverser.

Actuellement, le conflit les fixe à l'est du pays, assez loin de Kiev ; mais ils ne vont pas y rester éternellement, et vont revenir dans quelques temps. De retour dans la capitale, on ne voit pas à quoi ils pourraient s'occuper, sinon à faire un coup d'Etat.

Quel espoir reste-t-il aujourd'hui qu'ils ne prennent pas le pouvoir ? En réalité, très peu. On pourrait imaginer que l'armée russe les détruise, mais c'est très peu probable : cela exigerait des massacres de populations russophones au milieu desquels ils sont dispersés ; d'autre part, ils sont en réalité assez lâches, et fort peu présents directement sur la ligne de front, où se trouvent plutôt des mercenaires étrangers, des réservistes, ou de jeunes appelés. On pourrait imaginer également que le gouvernement de Porochenko parvienne à maîtriser la situation et à rétablir l'ordre public et la situation économique, mais cela est totalement utopique. Peut-on espérer un accord de paix à l'issue des tractations actuelles, au format « Normandie », c'est-à-dire entre Français, Allemands, Russes, et Ukrainiens, en l'absence des Anglais et des Américains ? Pas davantage : les bataillons néonazis font tout pour torpiller toute tentative de rétablir la paix, à laquelle ils n'ont absolument aucun intérêt. Sur le terrain, ils font ce qu'ils veulent, et n'obéissent au gouvernement que lorsque cela les arrange. Leur but est évidemment que le conflit se poursuive et se durcisse, pour exacerber la population, faire tomber le gouvernement, et s'emparer de la totalité du pouvoir. Ils savent parfaitement que « la guerre est un autre moyen de faire de la politique intérieure », et ils ne se gênent pas.

L'attitude des gouvernements occidentaux à leur égard relève d'un aveuglement volontaire impardonnable ; ils jouent au docteur Faust ; ils s'imaginent que ces groupes ne sont que des petits démons inoffensifs qu'ils peuvent utiliser à leur guise, pour nuire à la Russie. Mais il est clair que la situation leur échappe complètement : ils s'enferment à l'heure actuelle dans leurs contradictions, et sont absolument incapables de trouver une issue à la situation qu'ils ont créée. Il est bien évident aujourd'hui, aux yeux de tout le monde, qu'accuser exclusivement la Russie, pour ne pas voir les vrais responsables, ne sert qu'à laisser la situation se pourrir sur le terrain, et à nourrir la bête immonde. Elle en profite pour prendre des forces, et dans quelques temps elle montrera de quoi elle est capable.